



Section de l'Eure

Évreux, le 8 octobre 2018

**Déclaration liminaire au CDAS
du 8 octobre 2018**

Monsieur le Président,

Pour Solidaires Finances, l'action sociale ministérielle est l'affaire de toutes et tous, en activité, à la retraite ou ayant droit.

Pour ce faire, Solidaires Finances partage le constat relevé dans l'enquête sur l'action sociale au sein des Ministères Économiques et Financiers, d'un déficit de communication. Certaines des pistes évoquées lors du CNAS du 25 mai dernier, nous paraissent aller dans le bon sens, que ce soit la réflexion sur une charte graphique unifiée, la mise en place d'un portail unique renvoyant vers les différents sites internet ou la planification de campagnes saisonnières de communication.

Pourtant, au-delà de ces moyens techniques et matériels, il est important de pallier le déficit d'informations, en renforçant le réseau des délégations et notamment la proximité géographique.

Solidaires Finances, continuera de se battre pour que les agents de Bercy puissent bénéficier d'une action sociale ministérielle de qualité répondant à leurs besoins. Pour ce faire, il est nécessaire de développer le rôle des délégations.

Pour Solidaires Finances, les pistes avancées devraient répondre aux valeurs fondamentales de ce qu'est une véritable politique d'action sociale :

- améliorer la qualité est un objectif constant, mais la prise en compte des priorités doit se faire dans le cadre d'une prise en charge collective ;
- clarifier l'offre et l'organisation des opérateurs ne doit pas se faire, comme c'est trop souvent le cas dans nos administrations, dans une logique essentiellement comptable ;
- la mise en œuvre des prestations nationales et locales doit se faire au plus proche des besoins.

D'ailleurs, depuis l'arrivée de notre nouvelle déléguée, celle-ci a su répondre à cette demande, déplacements dans les services et nouvelles propositions d'actions vis à vis de l'ensemble des agents.

Enfin, pour Solidaires Finances dans le contexte politique actuel de remise en cause des aides sociales et de restrictions budgétaires, tendant à un nivellement vers le bas, une question est pour nous fondamentale :

- Qu'en sera t-il du budget de l'action sociale à laquelle les ministres se disent attachés, tant sur les effectifs (ETPT) que sur le budget propre dans le cadre du prochain PLF 2019 ?

Les représentants de Solidaires Finances